

- ETAT DES LIEUX
- LES DEUX GREVES

Numéro : 001

Mois de : MAI 2011

Prix : 500KMF (1€)

L'édito d'ABDOU MHOUMADI

JUSQU'OU CELA VA-T-IL ALLER

Le Gouvernement français ne s'est pas contenté d'imposer son occupation de notre territoire et d'en chasser ses habitants. La violence verbale de l'ambassadeur de France à Moroni et l'humiliation faite à nos dirigeants par ce fonctionnaire étranger dans le pays qui l'accueille et le protège marque une phase nouvelle dans les relations entre nos deux pays.

Comment comprendre qu'une mesure aussi simple de sécurité à nos frontières nous vaut cette avalanche de boue et d'insultes de la part d'un simple fonctionnaire étranger ?

Comment tolérer que les premiers visés par l'interdiction de sortie, nos dirigeants actuels sont les premiers à jeter aux chiens l'honneur et la dignité de la nation en signant le document de la honte de M. Hallade ?

Dans ce pays reconnu de tous pour son hospitalité et sa tolérance, ceux qui s'en prennent à sa dignité en ont été chassés pour moins que ça. Bien sur ce n'étaient ni les mêmes autorités ni sous le même régime.

Nos voisins et amis de Tanzanie nous ont montré il ya longtemps la voie à suivre. En 1973 lorsque le Ministre français des affaires étrangères de l'époque Louis De Guirengo menaçait d'annuler sa visite parce que le Gouvernement tanzanien évoqua la décolonisation des Comores, les autorités de Tanzanie l'ont hué et lui ont lancé l'inoubliable et fameux slogan « Au revoir Monsieur le Ministre ». La visite de Mr De Guirengo prit fin sur le champ. A l'époque nous n'avions ni République ni Etat mais tout simplement un conseil de Gouvernement dirigé par Ahmed Abdallah

Devons-nous laisser aux autres le soin de laver notre honte ?

Vous êtes nombreux et partout à ressentir l'agression de la France et l'affront de son ambassadeur contre notre pays et contre toute la nation.

Suite page 3 >>

S'UNIR

Le constat est amer mais incontestable, le pays ne dispose plus d'une organisation politique qui porte ses aspirations à l'unité nationale, au progrès économique et social et aux libertés fondamentales. Le PASOCOMOLINACO fut le premier parti politique à incarner ces aspirations. Disparu au milieu des années 1970, il fut relayé par le FRONT DEMOCRATIQUE. Ce dernier ayant perdu pied, une autre organisation doit émerger pour prendre la suite. Cette organisation politique ne surgira pas spontanément, voilà pourquoi un Comité pour le Rassemblement des Patriotes et Démocrates Comoriens a vu le jour il y a plusieurs mois. Il s'est exprimé publiquement dans des cas exceptionnels à travers des déclarations. Le travail de fond mené a abouti à une proposition de MANIFESTE DES PATRIOTES COMORIENS, plateforme idéologique de rassemblement pour dessiner le contour d'une unité fondamentale qui devra se concrétiser par une unité d'action autour de programmes concrets couvrant tous les domaines. Un débat public est ouvert dans un blog <http://patriotescomoriens.centerblog.net>.

Tout le monde peut intervenir soit sous forme de commentaires soit envoyer à idriss@comorestelecom.km une contribution. Aujourd'hui, un pas est franchi avec MKOMORI qui est appelé à devenir un mensuel autour duquel se retrouveront toutes les bonnes volontés décidées à redresser une situation calamiteuse. Notre action est de hâter la naissance de la nouvelle organisation patriotique car elle surgira inévitablement

PAGE EDUCATION

ENSEIGNEMENT : ETAT DES LIEUX

On peut examiner l'évolution de l'économie nationale pour pronostiquer sur l'avenir du pays. On peut également analyser les évolutions et les mesures politiques pour avoir une idée du devenir d'un pays. Mais le meilleur critère pour parier sur l'avenir de tel ou tel pays c'est la façon de concevoir et faire fonctionner le système éducatif.

Chez nous malheureusement, toutes les réflexions faites pour rendre notre système performant ne sont pas suivies.

Au début des années 90, à l'époque du président Djohar le ministère avait suggéré à la coordination des écoles privées de se charger de la conception et de la réalisation des examens nationaux.

Par la suite les experts du régime Taki avaient décidé, après deux années blanches consécutives que les communautés prennent en charge le système éducatif et que l'Etat organise les examens des localités qui présenteront des candidats. Le dernier Baccalauréat du régime Taki est célèbre pour son originalité. Les candidats formaient en même temps le jury de correction sur place et les secrétaires généraux des ministères faisaient la surveillance. Ce Bac là avait été baptisé « Le TITANIC », un symbole fort de la catastrophe.

Lorsque Tadjidine Ben said Masoundi succéda à Taki le Gouvernement d'ABBAS Djoussouf a fait le constat qu'un pays divisé par le séparatisme et dont l'éducation nationale est en panne est un pays qui se meurt. Il adopte trois mesures dites de réconciliation du pays avec son système éducatif. Primo parallèlement à la Conférence de réconciliation nationale de Tana, il faut organiser à tout prix la réconciliation des Comoriens avec l'éducation et faire tout pour réaliser la rentrée scolaire. Secundo compte tenu du nombre important de bacheliers et du fait que nous étions le seul pays au monde à avoir disposé d'une université (Nvuuni) puis de l'avoir fermée, les Comores devaient procéder à deux rentrées : scolaire et universitaire. L'ISFR a ainsi vu le jour.

Le Président Azali, après deux ans à la tête du pays a généralisé l'expérience de l'ISFR et crée l'université des Comores dont la devise bien inspirée de son premier président « Ce n'est pas en disant que le chemin est long qu'on le raccourcit pour autant ».

Au prochain numéro : les pratiques de la période Sambi et les perspectives.

Deux grèves à l'Education nationale

Déjà décrépité et n'en pouvant plus depuis des années le système éducatif voit par une double grève se profiler le spectre d'une nouvelle année blanche.

A deux mois de la fin de l'année, le Gouvernement ose imposer une réforme des examens alors que les candidats ont déjà ramassé les dossiers et les services concernés ont bouclé leur instruction. Les élèves du public comme ceux du privé se sont alors soulevés pour dénoncer cette irresponsabilité et pour demander le report de la réforme à l'année prochaine.

Le Gouvernement ne semble pas encore comprendre son erreur ni son incompetence dans ce domaine.

Mais la plus inquiétante c'est la grève des enseignants. Privés de leurs droits acquis, les enseignants estiment que seul le rétablissement des salaires payés sur la base d'octobre leur permettra de reprendre le chemin de l'école.

Lorsqu'on regarde attentivement les origines de ces deux grèves la conclusion inévitable qu'on tire c'est qu'à la fin du règne de Sambi le Gouvernement intérimaire sème le chaos et lègue aux nouvelles autorités les arriérés de salaire et les conflits sociaux.

Pour éviter une année blanche le gouvernement doit reporter sa réforme des examens à l'année prochaine et reprendre rapidement la discussion avec les syndicats pour trouver une solution à leurs légitimes revendications.

En tout état de cause, il importe de mesurer la nécessaire organisation des collégiens et lycéens d'une part et des étudiants d'autre part. En face de l'administration les principaux concernés par l'éducation nationale doivent se doter des outils qui leur permettront de peser sur les décisions et les orientations stratégiques. Il faut une organisation nationale des enseignants qui couvre le public et le privé.

Suite de l'édito d'ABDOU MHOUMADI

Vous êtes dans les villes et dans les campagnes; dans les écoles et les universités; dans les hôpitaux, et les ministères, dans les Assemblées et les palais de justice ;dans les médias et les entreprises .Une nation « est une âme et un principe spirituel »disait Ernest Renan. Une nation ne peut avoir de sens que si la volonté de vivre ensemble se conjugue avec la volonté de défendre l'héritage commun reçu de ceux qui ont défendu la dignité de son peuple.

Il est temps de fédérer nos volontés partout où nous nous trouvons, de briser le joug colonial, de promouvoir à la tête de notre pays des dirigeants dont le souci ne sera plus de ramper devant l'ennemi pour obtenir des visas de tourisme.

Nous devons bâtir ensemble le parti d'envergure nationale capable de sortir la tête du pays hors de l'eau et de le placer sur l'orbite du vrai développement

REJOIGNEZ-NOUS

SOUTENEZ-NOUS

CONTACTEZ-NOUS

**PARTICIPEZ A LA
CREATION DU
NOUVEAU PARTI
DU PEUPLE
COMORIEN**

ETATS GENERAUX DU SPORT

Comment ne pas être sensible à l'appel lancé le 14 mars dernier par un Comité d'initiative pour l'organisation par les pouvoirs publics des Etats Généraux du Sport. La situation lamentable du sport comorien impose d'en établir un diagnostic précis afin d'élaborer un plan stratégique pour son développement durant les 5 prochaines années.

D'abord, quelques constats amers, néanmoins pleins d'enseignements :

1- Infrastructures presque inexistantes, on en arrive même à envisager des épreuves d'athlétisme sur les routes, lors des jeux des jeunes de 2012 dont l'organisation n'est pas encore, tant s'en faut, définitivement acquis par les Comores.

2-Le sport fait partie de ces secteurs essentiels abandonnés par l'Etat ? Il n'est même pas doté d'un Ministère avec un budget alloué connu de tous. Le Commissariat national à la jeunesse et sport, rattaché au Secrétaire Général du Gouvernement apparaît comme un appareil en lambeau.

3-Un Comité Olympique des îles Comores (COSIC), pas moins de trente ans d'existence avec à sa tête quasiment les mêmes dirigeants. Le bilan est pourtant dérisoire. Alors que les moyens existent. Il y a un budget de fonctionnement qui est alloué chaque année au COSIC par les institutions olympiques internationales. Beaucoup de programmes de solidarité olympique internationale existent, avec des budgets substantiels, il suffit de présenter des projets sérieux pour en bénéficier. En trente ans, le COSIC n'a présenté que des bilans formels

4- L'INJS, (Institut National à la Jeunesse et Sport) baigne dans le flou en termes d'objectifs, de missions et de moyens.

5-Les relations entre le COSIC et les fédérations ne sont pas claires et les polémiques publiques, parfois même devant les tribunaux. Une situation malsaine prévaut.

Pour un sursaut national du sport comorien, il convient de tout mettre à plat pour repartir sur un bon pied suivant une feuille de route partagée. D'où la pertinence des ETATS GENERAUX DU SPORT COMORIEN auxquels MKOMRI formule des vœux.

PAGE INVESTITURE

Elles auront finalement lieu aux dates fixées ! Les spéculations ont animé les places publiques. Malgré eux, les partants partiront et le pays attend, malgré la filiation affichée, une rupture d'avec la gouvernance Sambi. Mkomori amorce le bilan nécessaire à faire du régime Sambi et invite à une réflexion posée et complète de la tournante.

UN LOURD HERITAGE

Sambi s'en va...enfin ! Il avait suscité tant d'espoirs. L'image de ces milliers de Comoriens qui avaient marché de Hahaya à Moroni, de cette immense foule, fait sans précédent, à la place Ajao resteront dans la mémoire collective et souligneront l'ampleur des désillusions. Car Sambi laisse à Ikililou, un pays exsangue. A vue d'œil, chacun peut mesurer l'aggravation de la misère des larges masses pendant qu'une poignée de pontife du régime Sambi baigne dans une opulence insolente. Et on parla du règne des 4X4, comme celui de Kiki qui aurait coûté plusieurs dizaines de millions et on ne compte pas le nombre de mois sans salaire des fonctionnaires. Mais il y a aussi des chiffres, ceux publiés par la Banque Centrale, une institution que personne ne peut soupçonner de partialité anti gouvernementale. Voici les plus significatifs

	2006	2009	Ecart (%)
Croissance du PIB	2,4	1,2	-50
Taux d'inflation	3,4	4,9	144
Solde du compte courant en %	-5,0	-10,0	-200
Solde budgétaire de base /PIB	-1,9	-3,4	-179
Evolution des exportations	4 912 ¹	4230	-86%
Evolution des importations	49 716 ¹	74 532	+150
Rapport Importation /Exportation	-44 804	-70302	+157

Sambi semble avoir cru que ses talents oratoires suffisaient. Il s'est perdu dans des discours sans fin contre la corruption, contre la pauvreté, pour un habitat décent, pour des investisseurs étrangers, etc. Mais le résultat est là. Quasiment nul. L'ouverture vers le monde arabe, un des rares acquis du régime, n'a encore rien donné de significatif. Pire l'Organisation Patronale des Comores dénonce les pratiques mises en œuvre et les projets mirifiques (Galawa, Lac salé, Corniche, petits ports de transport) n'ont même pas été initiés. Son crédo électoral, l'habitat décent est resté dans l'œuf. Sambi laisse l'enseignement et la santé dans une situation de crise aigue. L'échec du régime Sambi est patent et s'étend à tous les domaines.

L'héritage est bien lourd et il faut espérer que le Dr Ikililou ne se réfère à Sambi que par simple politesse et qu'il s'efforcera de redresser la barre. Il bénéficie en tout cas d'un préjugé favorable. Le pays n'oublie pas qu'il fut un des rares du régime qui passe la main à ne pas avoir participé directement au pillage des deniers publiques.

Pouvoir de Mwali ?

Au nombre des perversions de « la tournante » il faut inclure cette tendance à considérer que le pouvoir appartient l'île à qui revient le tour de la présidence du pays. Des hommes politiques parlent même de « pouvoir de Mwali », des journalistes interrogent des wamwali sur leur participation à leur pouvoir. Des cadres de Mwali sont toutes griffes dehors pour occuper les postes de Ministre, DG, etc. Au lieu de penser disposer à bon escient les ressources humaines du pays, le meilleur à chaque poste de responsabilité, celui qui est dévoué au pays et qui possède les compétences et l'expérience, non, on part du mauvais pied en s'appuyant sur le critère de l'île d'origine, ce qui contribue encore à renforcer le séparatisme.

Après Ngazidja, Ndzuanu et Mwali, puisqu'il n'est pas possible de passer par Maore occupée, il faudrait alors s'arrêter et réfléchir sur les institutions du pays. Jusqu'ici les Constitutions furent liées au président en place, un costume pour quelqu'un. Il faudrait après un ou deux ans de gouvernance Ikililou, après une certaine stabilisation de la situation, lancer un débat national salutaire qui tienne à la fois compte des aspirations légitimes des gens à s'auto administrer avec les exigences de fonctionnement d'un Etat moderne tourné vers la satisfaction des besoins fondamentales des masses.

Puisse Ikililou sortir le pays de cette tournante à consonance séparatiste. Il entrerait ainsi dans l'Histoire par la grande porte.